

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 27 - 1 FRANC - 4-11-1971

ANGLETERRE : Une bouée pour l'Europe

L'annonce de l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché Commun a été accueillie par les cris de joie de la classe politique française. Monsieur Maurice Faure se félicite d'un acte qui « s'inscrit dans la logique de l'histoire », Monsieur Lecanuet du triomphe de l'opiniâtreté britannique sur les vetos successifs du Général, l'inévitable Jean Monnet s'extasie sur « le respect des institutions » (européennes) qui caractérisera la Grande-Bretagne. Du côté de la majorité, même optimisme béat chez Messieurs Poudevigne et De Broglie.

Mais aucun de ceux qui se sont félicités de l'adhésion britannique n'ont justifié leur contentement par une référence à l'intérêt national. Tout se passe comme si l'anglophilie et l'euromanie étaient les seules raisons de leur allégresse.

Qu'on nous entende bien ! Nous avons toujours à l'A.F. rejeté la notion d'ennemi héréditaire. Les luttes qui nous ont opposé jadis à la Grande-Bretagne ne sont pas un obstacle à priori à une coopération et nous avons récemment encore défendu le projet franco-britannique Concorde dans ces colonnes. Ceci dit, on peut se demander si l'élargissement de la communauté européenne nous sera très profitable. L'entrée de la Grande-Bretagne entraînant celles de l'Irlande, de la Norvège et du Danemark, ce n'est plus à cinq mais à neuf partenaires que nous aurons désormais à faire dans le cadre d'une communauté qui — en

principe tout au moins — prend ses décisions à la majorité qualifiée. La liberté de manœuvre de notre diplomatie s'en trouve réduite d'autant.

Sans doute n'y aurait-il que demi-mal pour une diplomatie dirigée par un Etat dégagé de la pression des lobbies électoraux et idéologiques. « L'esprit communautaire » a reçu de sérieux coups de canif depuis douze ans et une nation décidée à défendre coûte que coûte ses intérêts peut très bien faire mettre en sommeil la règle de la supranationalité voire faire réviser les mécanismes d'intégration économique et monétaire. Les Allemands l'ont d'ailleurs montré voici peu de temps au moment de la crise du dollar.

Malheureusement, nous sommes dans une démocratie souvent dominée par des idéologues qui ont fait de l'Europe une idole et dont le cœur se trouve parfois à Londres ou à Bonn. Rien n'exclut que demain les plus nocifs d'entre eux se trouvent demain au pouvoir.

Dans ces conditions, que deviennent nos possibilités de manœuvrer pour grandir ? L'affaire britannique vient, après le voyage de Brejnev, nous rappeler que, dans le cadre du régime, nous ne sommes plus maîtres de notre jeu diplomatique. Tout Français conscient doit en tirer les conclusions : faire sauter la démocratie le plus vite possible et dans l'immédiat combattre le mauvais traité européen.

N. A. F.

A.F. : LE DÉBUT

Les dernières semaines ont été bonnes pour notre combat. Elles ont été marquées d'abord par la parution du livre de M. Paugam qui bien que n'étant pas d'A.F. reconnaît au milieu d'affirmations contestables le dynamisme intrinsèque du « maurrassisme ». Sa conclusion sur l'enlèvement conservateur de l'A.F. est

dans le même temps démentie par l'exceptionnel intérêt que la presse a porté aux différentes manifestations d'A.F. affaire de l'O.R.T.F., affaire Francisque Gray, et surtout Congrès Royaliste Universitaire qui marque une première étape dans la reconquête de l'intelligence française que nous poursuivons. Sept mois après avoir

L'A.F. LABORATOIRE D'IDÉES

L'AGE D'OR DU MAURRASSISME I

M. Jacques Paugam vient de publier une étude sur « *L'Age d'or du maurrassisme* » (1). Titre quelque peu choquant dans la mesure où cet « isme » sous-entend une idée de système, alors que la pensée maurrassienne est la plus anti-systématique qui soit. Pourtant, la lecture du livre efface rapidement cette première impression défavorable. Jacques Paugam, qui a centré son étude sur la « *Revue d'Action française* » entre 1899 et 1908, nous restitue en effet, avec beaucoup d'intelligence, les thèmes élaborés dans ce « laboratoire d'idées » qui constitua la première équipe de l'Action française.

Il ne peut être question dans ce bref article de reprendre point par point cette période passionnante au cours de laquelle la pensée d'Action française vit le jour. Notons simplement que Jacques Paugam a très clairement retracé les principales positions du mouvement royaliste. L'attitude de l'A.F. pendant l'affaire Dreyfus — en général mal comprise — est analysée avec une honnêteté rare de même que les prises de position de la Revue dans le domaine religieux ou en matière économique et sociale. Des citations bien choisies viennent appuyer une analyse rigoureuse, mais empreinte d'une réelle sympathie. Conseillons donc tout de suite au lecteur de se reporter à ce beau travail d'historien, tout en précisant que nous sommes loin d'adhérer à certaines des thèses de l'auteur, et d'approuver sa volonté de se limiter à la seule « *Revue d'Action française* ».

Sans doute le contenu de la Revue est-il extrêmement important : on y trouve le texte des « *Monods* », la controverse avec Marc Sanguier, « *la Révolution sociale ou le Roi* » de Valois. Mais, en choisissant ce cadre de recherches, Jacques Paugam se coupait volontairement d'ouvrages antérieurs ou contemporains tout aussi importants que les textes de la Revue. La lecture d'« *Athinéa* », celle de l'« *Avenir de l'Intelligence* » sont indispensables pour qui veut parvenir à une compréhension profonde de la pensée de Maurras. Jacques Paugam les eût-ils mieux connus qu'il n'aurait pas attribué à Maurras un anti-industrialisme totalement étranger à sa pensée ; qu'il relise pour s'en

convaincre, l'« *Invocation à Minerve* » ou certains textes de l'« *Avenir de l'Intelligence* ».

Ceci pour la méthode. Mais surtout, il y a deux thèses que nous ne pouvons accepter : celle qui considère que la fondation du quotidien (1908) marque le début du déclin de l'A.F. ; celle qui concerne la filiation intellectuelle Maurras-de Gaulle.

Il faudrait de longues explications et un bon nombre de citations pour démontrer le caractère contestable de la première thèse. Contentons-nous, pour l'instant, de quelques remarques rapides. Certes, l'année 1908 marque une apogée dans la mesure où la doctrine est désormais fixée (mais non figée...), où l'action entreprise commence à porter ses fruits, où la stratégie est bien établie. Mais les années 1908-1914, loin de marquer un recul, prolongent le mouvement ascendant de la période précédente et les résultats ne sont pas moins brillants. Rappelons par exemple le débat avec le syndicalisme révolutionnaire qui se traduit par quelques adhésions retentissantes. Paugam le reconnaît d'ailleurs dans sa conclusion. Peut-on alors avancer que le déclin se situe dans l'immédiate après-guerre ? La réponse doit être très nuancée. Sur le plan de l'action, l'A.F. poursuit son expansion jusqu'en 1926 et la reprend à partir de 1931. Sur le plan de la stratégie, il est certain que, à partir de 1919, on assiste à un tournant. Le syndicalisme révolutionnaire est mort et il n'y a pas de débat possible avec Jouhaux ou la C.G.T.U. D'où une orientation différente de l'action, mais qui ne sera jamais totalement orientée vers la conquête des classes moyennes comme on le croit communément depuis la parution du livre de Weber. Reste la doctrine. On ne peut pas dire, comme Jacques Paugam, qu'elle ne constituait plus que l'arsenal d'un poujadisme avant la lettre. Par exemple Maurras a poursuivi publiquement sa réflexion sur le socialisme et sur l'aristocratie du travail jusqu'à sa mort. Jamais il n'a renoncé, par opportunisme, aux aspects les plus révolutionnaires de sa pensée. Il n'en reste pas moins vrai que certains rédacteurs de l'« *Action française* » étaient devenus d'authentiques conservateurs en matière économique et sociale. Et il est éga-

lement certain qu'une fraction importante des sympathisants d'A.F. avait réduit la pensée maurrassienne à une sorte de « catholicisme de droite ». Oui, Maurras a été mal compris, et nous en souffrons encore, oui, il y a eu un divorce entre notre maître et certains de ceux qui se prétendaient ses disciples. Paugam a raison de dire que Maurras a été aimé pour ce qu'il n'était pas, ce qui est en général ignoré par les détracteurs comme par les laudateurs officiels de l'Action française.

Quelques mots enfin sur la filiation Maurras-de Gaulle. Certes, il y a chez ces deux Français le souci de la continuité, de l'indépendance de l'Etat, et une même reconnaissance de la réalité nationale. Mais de Gaulle était foncièrement démocrate, et de l'espèce jacobine. Il n'avait pas le sens de l'héritage comme son attitude vis-à-vis de l'Algérie l'a cruellement montré. D'où de profondes contradictions dans sa pensée, d'où son échec.

Sans doute ces quelques lignes ne convaincront pas Jacques Paugam. Elles n'ont d'ailleurs pas été écrites dans ce but, mais simplement pour situer un certain nombre de problèmes que pose l'histoire de l'Action française. Le débat est ouvert.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Denoël.

LA JOURNÉE

La deuxième journée nationale trimestrielle des cadres de la N.A.F. s'est tenue le dimanche 31 octobre à 15 heures, 12, rue du Renard, sous la présidence de M^e Yves Le-maignen, qui remplaçait M^e Wagner empêché, et était entouré de Jean-Pierre Nicolas, Yvan Aumont, Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Michel Ledoyen, membres du Comité directeur de l'Action française et Pierre Debray.

Cette réunion a rassemblé, outre les membres de la direction nationale, deux délégués de chacune des organisations territoriales parisiennes et provinciales de la N.A.F. Elle s'inscrit dans une politique qui tend à établir des contacts plus étroits entre le Comité directeur et les responsables du mouvement ainsi qu'à remplacer le sempiternel Congrès annuel d'autosatisfaction par des réunions de travail destinées à mesurer la

D'UNE PERCÉE

relancé l'A.F. sur des bases nouvelles, nous constatons que celle-ci apparaît dorénavant comme un mouvement conquérant. Il vous reste, amis lecteurs, militants et cadres du mouvement à nous assurer les conditions matérielles pour étoffer nos structures et notre presse, ceci au moment où la République manifeste à sa ma-

nière son intérêt pour nous en augmentant en appel les peines de prison (assorties il est vrai du sursis) et les amendes des inculpés du procès d'Angers.

G.P. WAGNER.

APRÈS LE C.R.U.

Le 1^{er} Congrès Royaliste Universitaire s'est tenu les vendredi 29 octobre (à la Faculté de la rue d'Assas) et samedi 30 octobre (au Centre Dauphine) en présence de trois cents délégués étudiants. Il avait un double but :

- Définir une stratégie royaliste universitaire ;
- Fixer aux délégués des objectifs immédiats.

Les lecteurs intéressés pourront prendre connaissance de la stratégie définie en se reportant aux actes du Congrès, qui seront publiés dans une quinzaine de jours. Quant aux objectifs immédiats, ils sont au nombre de trois :

1. Lancement de contre-cours dans le dessein de corriger des enseignements dont le caractère idéologique est trop marqué. Une première liste — non limitative — a été fixée : il s'agit des cours de MM. les professeurs Raymond, Souhoul, Duverger et Schwartzberg. Il ne s'agira plus, bien entendu, de se limiter à quelques chahuts mais d'opposer une riposte intellectuelle à des enseignements professoraux.

2. Création d'un Centre d'enseignants travaillant en étroite liaison avec les étudiants royalistes.

3. Mise en place d'associations corpo-

ratives destinées à permettre une meilleure implantation.

Une première réussite du C.R.U. aura été la qualité du travail intellectuel fourni par les délégués au cours de la première journée dans les réunions en commissions sur les trois sujets suivants : institutions universitaires, partis et syndicats, recrutement et implantation et mécanismes psychologiques à l'intérieur de l'Université. Les rapports qui furent lus le lendemain constituent des documents de base indispensables pour tout cadre étudiant. Mais le grand mérite de ce Congrès aura été de montrer que le « mur du silence », souvent avancé comme explication de notre inefficacité, n'était qu'un mythe : la première chaîne a présenté, dans son journal télévisé, un extrait du Congrès. *France-Inter* a interviewé Gérard Leclerc, *le Figaro* et *le Monde* ont publié des rapports substantiels des débats. Il est probable que la protestation organisée à la Maison de la Radio n'est pas étrangère à cette publicité mais — ainsi que le notait *le Monde* en parlant des délégués présents :

« ... En cela, ils ont le sentiment de retrouver la tradition des camelots du roi et le sens de l'action... »

Le 1^{er} C.R.U. s'est achevé par une réu-

publique au cours de laquelle M^e Le-maignen, MM. Gérard Leclerc, Patrice Bertin et Patrick Plessis ont pris la parole pour montrer l'extrême importance de l'Université dans le combat contre-révolutionnaire engagé par la Nouvelle Action française. L'Université est le maillon essentiel par lequel nous pourrions faire sauter la chaîne de l'Etat républicain. Puis Bertrand Renouvin a lu la communication de Pierre Debray dont la conclusion définit parfaitement l'état d'esprit des délégués présents :

« La politique n'est pas une activité qui viendrait s'ajouter comme de surcroît à nos études et à nos plaisirs. Elle doit informer l'existence entière du militant, lui donner sa coloration spécifique. Il ne saurait s'agir pour nous de nous contenter de lui donner deux ou trois heures par-ci par-là, de la même manière que l'on pratique un sport ou que l'on cultive son jardin. Nous ne gagnerons qu'autant que nous engagerons avec détermination, résolution, une contre-révolution culturelle qui imposera peu à peu une nouvelle culture... »

... Que l'ampleur de notre tâche ne nous décourage pas. Nous avons pour nous soutenir et nous guider l'exemple de nos grands aînés. Nous aussi, continuons le combat. »

Ivan BELLENGER.

DE CADRES DE LA N.A.F.

façon dont les objectifs fixés au cours du trimestre précédent ont été atteints.

Dans son rapport, Yvan Aumont (direction administrative et financière) a informé les participants de la situation matérielle du mouvement : état des finances, nombre d'adhérents, nombre d'abonnés à la « N.A.F. », « A.F. Université », « D.A.F. ».

Ces chiffres, encore que modestes en valeur absolue, traduisent une indéniable progression mais celle-ci doit être accentuée pour assurer au mouvement une base minimale de départ qu'il ne possède pas encore.

Marc Beauchamp présenta ensuite le rapport sur la campagne d'implantation en province. Les objectifs chiffrés, que chaque organisation doit avoir atteints d'ici le 31 décembre, sont déjà réalisés dans le Nord et dans la région nantaise tandis que les Fédérations de Bretagne, du Dauphiné-Savoie, de

la Seine-Maritime n'en sont pas loin. D'autres départements en revanche sommeillent.

Bertrand Renouvin annonça ensuite les premiers résultats obtenus par l'Institut de Recherches, matérialisés notamment par la création prochaine de groupes de recherches : vie locale, justice, affaires étrangères (cer-cle Vergennes).

Gérard Leclerc, directeur de la « N.A.F. », fit ensuite le point sur notre hebdomadaire : la « N.A.F.-hebdo » s'efforce de conjuguer l'analyse des événements politiques de la semaine et des études plus doctrinales ; une enquête auprès de nos cadres montre qu'elle a déjà réussi à intéresser nos militants qui ne rougissent plus de vendre un journal d'A.F. Néanmoins, le dosage entre analyse politique et travail de réflexion approfondi reste difficile sur huit pages. Un passage à douze pages, indispensable, est envisagé mais pose

de sérieux problèmes financiers. Par ailleurs la N.A.F. fait encore trop bulletin interne et ne s'impose pas suffisamment sur le public extérieur.

Le débat qui suivit les rapports, marqué notamment par les interventions de Yolande Prunel, Jean-Pierre Hollender, Jacques Beaume, Michel Michel, Francis Bertin, Pierre Larmande, fut enrichissant. Un travail par commission devra être mis au point pour la prochaine réunion pour en accroître l'efficacité.

Beaucoup de travail reste à faire, n'en doutons pas, du moins notre jeune mouvement a-t-il réussi en sept mois à briser le fameux mur du silence, ce qui prouve qu'une action intelligemment conduite peut donc nous amener à des résultats que nous n'aurions pu seulement envisager voici quelques années.

LE JEU DES IMPÉRIALISMES

● Voyage Brejnev : Une mauvaise opération pour la France

Le voyage de M. Brejnev en France a été dominé par deux traits : la froideur de l'accueil fait au chef soviétique par l'opinion française, l'excellente opération diplomatique faite par l'U.R.S.S.

UN ACCUEIL GLACIAL

La convergence des oppositions au voyage de Brejnev a de quoi surprendre les observateurs non avertis. Hormis les anticommunistes sommaires, c'est dans des couches « éclairées » de la techno-bureaucratie que l'opposition est la plus nette. L'évolution intérieure du régime soviétique constitue l'une des causes de cette hargne qui rappelle les plus beaux jours de la guerre froide. Pendant plusieurs années, la techno-bureaucratie a misé sur une libéralisation du régime soviétique, assouplissement qui entraînerait une convergence grandissante des deux systèmes.

A l'Ouest, l'évolution a effectivement dissous la démocratie libérale et substitué une autorité gestionnaire et manœuvrière au pouvoir politique déjà mis à mal par le libéralisme. En U.R.S.S., le règne de K. et les débuts de la direction collégiale ont paru confirmer la libéralisation. ...Jusqu'au jour où la mise au pas des intellectuels et cadres économiques, ainsi que la fin de l'expérience tchèque, ont paru liquider ou du moins bloquer cette marche vers un « socialisme à visage humain ».

Au sommet du pouvoir soviétique, ce coup d'arrêt s'est traduit par le renforcement de l'appareil du parti, donc de Brejnev, au détriment de Kossyguine et de Podgorny cantonnés dans les fonctions de représentation. C'est ce qui explique que tandis que Kossyguine était promu « indien d'honneur » au Canada, Brejnev était reçu à Paris avec les honneurs dus à un chef d'Etat, alors que son rôle se borne théoriquement à la direction du parti.

L'hostilité de la techno-bureaucratie française s'est exprimée récemment de diverses manières, que ce soit par l'appui donné à l'opposition « progressiste » soviétique ou l'accueil fait à toutes les critiques « de gauche » contre le régime soviétique. Dans le domaine intérieur français, la techno-bureaucratie appuie systématiquement les tentatives d'un Garaudy et tous les essais tentés au P.C. vers une social-démocratie énergique ou un « socialisme pour la France de l'an 2000 ». Tous les « progressistes » et les « esprits forts » se pâment d'admiration devant un Pierre Juquin ou un René Leroy qui leur paraissent combattre pour cette nouvelle image de marque.

COOPÉRATION FRANCE-U.R.S.S. = MARCHÉ DE DUPES

Tout cela n'empêche pas la coopération franco-soviétique de se poursuivre. Indiquons tout de suite que nous ne sommes pas hos-

tiles à de bonnes relations franco-soviétique ; ces bonnes relations supposent simplement le démantèlement du lobby pro-soviétique, qu'il soit constitué par des industriels, par les politiciens de « France-U.R.S.S. » ou par les compagnons de route du Parti communiste. Mais la nature et les buts de cette coopération doivent être clairement définis. En ce qui concerne le problème allemand, le gouvernement soviétique a déjà choisi par le traité de Moscou, l'entrevue Brandt-Brejnev et l'importance des échanges économiques. Les relations franco-russes ont été, dans le passé, déterminées par le problème allemand, et toujours les déterminismes historiques ont, dans ce domaine, défavorisé notre pays.

Pour le reste, les principales propositions du gouvernement soviétique ne tranchent pas sur sa diplomatie passée.

La proposition de conférence de sécurité européenne est ressortie à chaque offensive diplomatique soviétique, tout comme l'idée de la suppression des deux blocs militaires, Pacte de Varsovie et O.T.A.N. Or, depuis quelques années, le déséquilibre entre les forces soviétiques et les forces occidentales s'est aggravé au détriment des Occidentaux. L'implantation de la flotte russe en Méditerranée est un fait connu de tous, tandis que l'accumulation de forces soviétiques en Europe se poursuit.

La stratégie soviétique vise à séparer militairement les pays européens des États-Unis.

● Chine-ONU : La grande trahison

Après plusieurs mois de manœuvres démagogiques et de tractations sordides, les clans impérialistes ont imposé l'entrée du régime de Pékin à l'O.N.U. Le droit a été bradé et les intérêts des petites nations sacrifiés sur l'autel du bebelisme démocratique. L'O.N.U. n'est plus qu'une grande épave qui sombre en plein délire après avoir renié ses propres règles.

Au-delà d'un écœurement légitime, force est de reconnaître que cette attitude s'inscrit dans la tradition politique du « Machin » comme l'avait qualifié de Gaulle dans un jour de lucidité. Tous les conformismes ont combattu pour le despote de Pékin. Depuis plusieurs années aux U.S.A., un groupe de politiciens dirigé par les sénateurs Kennedy et Fulbright s'agitait pour obtenir la reconnaissance de Pékin par le gouvernement américain et l'entrée du régime maoïste à l'O.N.U. Cette agitation s'appuyait sur les intérêts de financiers et d'industriels désireux d'investir en Chine. Les mêmes industriels n'ont pas hésité à financer les multiples

groupuscules aux ordres de Pékin, tandis que la tourbe intellectuelle fournissait la garantie de son conformisme et de son influence.

Curieusement, la chienlit progressiste se rencontrait ainsi avec les projets de « dégageant en Asie » de Nixon ou plutôt de Kissinger, cet ex-universitaire qui partage les utopies de ses semblables et qui assure à lui seul les pouvoirs de Nixon et ceux du secrétaire aux affaires étrangères William Rogers.

Le « China lobby » qui soutenait Formose avait perdu son influence au profit des « experts sinologues » du département d'Etat. A Washington, à Tokyo on en était venu à soutenir discrètement le « mouvement pour l'indépendance de Taiwan » plus docile aux impératifs U.S. que le gouvernement nationaliste chinois. Voilà quelques mois, plusieurs agents de la C.I.A. avaient été expulsés de Formose pour complot en faveur de ce mouvement pseudo-indépendantiste.

Quant à la Chine, elle a, au cours de ces derniers temps, donné des gages de conformisme à « l'ordre international » en abandonnant les Bengalis à leur sort en soutenant la féroce répression contre les rebelles à Ceylan, elle a montré sa nature de « grande puissance internationale ». Les gauchistes de tout poil ne se gênent pas pour lui en faire grief sur un ton d'amoureux déçus. La situation intérieure de la Chine, où M. Chou-en-Laï et l'armée ont maté les gardes rouges, a fourni une garantie supplémentaire à la politique de rapprochement.

La grande offensive diplomatique peut trouver sa consécration à l'O.N.U. qui reconnaît ainsi la primauté des rapports de force au détriment du droit dont elle se prétendait la gardienne. La liesse imbecile accueillant la décision sonne le glas de cette organisation qui n'est plus que le forum où les impérialismes énoncent leurs oukases aux petites nations. En expulsant un membre fondateur de l'O.N.U. pour satisfaire aux intérêts U.S.,

ORIENTAUX

Parallèlement à l'implantation en Méditerranée, des infiltrations en Scandinavie et sur les côtes atlantiques font apparaître un véritable encerclement soviétique de l'Europe. Une conférence européenne de sécurité accélérait l'affaiblissement politique (c'est déjà fait) et militaire des pays occidentaux.

L'idée n'est pas neuve : elle fut mise en avant par le « plan Rapacki » qui prévoyait la démilitarisation générale des blocs et l'arrêt des expériences nucléaires. Cette proposition n'aurait gêné que la France et la Grande-Bretagne dont les forces nucléaires sont embryonnaires, mais nullement l'Union Soviétique qui dispose d'un potentiel suffisant. Ce n'est pas faire preuve de psychose de la guerre froide ou de pro-américanisme que de constater cet état de choses. L'offensive soviétique arrive juste quand le démantèlement de réseaux d'espionnage montre combien la pénétration soviétique est profonde.

Qu'il se prépare un changement de rapports de force à l'échelle du monde est certain. Tout le reste doit être analysé en fonction de ce fait, que ce soit les relations économiques dont même la grande presse admet que les résultats ne sont pas à la mesure des espoirs suscités, ou que ce soit les propositions d'accord politique qui appartiennent à une panoplie politique dont chaque arme marque une étape de notre défaite.

F. VILLEROY.

L'organisation a montré son mépris des nations. Parmi les Etats qui ont voté l'expulsion, nombre d'entre eux peuvent subir le même sort, que ce soit Israël à la demande des pays arabes ou le Portugal pour sa politique coloniale.

Désormais aucune nation n'est à l'abri d'une expulsion justifiée ou non. Passons sur les partisans du « réalisme ». Si le réalisme commande d'admettre dans la communauté internationale un régime qui viole toutes les règles diplomatiques ou humaines, nous ne sommes pas de ce « réalisme-là ». L'O.N.U. est l'ennemie des nations ; dans ce cas précis nous dirions l'ennemie de la civilisation. Mais M. Thant ne sait même pas ce qu'est la civilisation. Il se contente de remplir deux conditions que l'on exigeait des candidats au poste de secrétaire général de l'O.N.U. en 1961 : être un homme qui ne soit ni Occidental, ni intelligent.

Axel ALBERG.

GRANDE-BRETAGNE : PARTENAIRE OU CONCURRENT ?

Le 29 octobre, la Chambre des Communes a voté à une majorité substantielle de 112 voix l'entrée de la Grande-Bretagne au sein du Marché Commun. A vrai dire, ce score confortable dissimule mal les divisions de l'opinion britannique. Les deux partis n'ont pu au moment du vote préserver leur unité : quarante députés conservateurs emmenés par le xénophobe Enoch Powell ont voté contre, cependant qu'un tiers des travaillistes conduit par le leader adjoint du parti Georges Brown et l'ancien chancelier de l'Echiquier, Jenkins, votaient pour, malgré les consignes de M. Wilson.

Dans le pays, l'enthousiasme pour le Marché Commun est mitigé. 49 % des Britanniques se sont déclarés d'après un sondage défavorables au Marché Commun. Outre les ultra-conservateurs, la puissante centrale syndicale T.U.C. est hostile au Traité de Rome craignant que les travailleurs ne fassent les frais de l'intégration européenne. Sans doute le traditionnel réflexe insulaire et la peur de voir la nation britannique broyée par un conglomérat supra-national sans âme expliquent ces attitudes. Il est en tout cas intéressant de noter que partisans et adversaires du Marché Commun ont avancé pour justifier leurs positions des arguments faisant uniquement référence à l'intérêt national. Cette attitude est exemplaire et nous ferons bien de nous en inspirer. Une seule question doit compter pour nous : quels avantages, quels inconvénients cette adhésion va-t-elle entraîner pour notre pays ?

UN CHEQUE EN BLANC SUR L'AVENIR

Sur le plan économique, il faut remarquer que la non-participation de l'Angleterre à la Communauté Européenne n'a pas empêché la France ces dernières années de conclure avec elle des accords de coopération. On voit mal ce que l'adhésion britannique au Marché Commun apportera de plus à la réalisation du projet Concorde pour ne citer que cet exemple : dans la Communauté élargie, seules la France et l'Angleterre ont une industrie aéronautique digne de ce nom et nos autres partenaires ne nous serons d'aucun secours.

Nous voyons trop bien en revanche ce qu'entraînera l'ouverture de nos frontières à l'ensemble de l'industrie britannique. Celle-ci a en effet surmonté sa crise des années 1964-1969. Dans certains domaines de pointe, tels l'électronique, les Anglais ont acquis une avance indéniable alors que notre pays marque quelque peu le pas. Il est douteux que la concurrence britannique sur nos marchés vienne améliorer cette situation. De façon générale, l'Angleterre n'entre pas dans le Marché Commun « nue » comme le voulait, paraît-il, De Gaulle mais, pour reprendre une expression du « Nouvel-Observateur », chaudement vêtue : sa balance commerciale est devenue excédentaire, les capitaux affluent à la « City »,

les réserves de devises de la Banque d'Angleterre sont confortables. Notre économie a-t-elle été préparée à affronter cette situation nouvelle que crée l'entrée de ce voisin dynamique dans la Communauté ? On peut en douter.

Par ailleurs, le problème de l'agriculture britannique reste pendant. Qui financera la difficile intégration de celle-ci dans les structures complexes de l'Europe verte ? On peut prévoir des marchandises homériques à Bruxelles sur cette question au cours desquels nous ne sommes nullement assurés de voir nos intérêts défendus de façon satisfaisante.

En effet, l'élargissement de la communauté de six à dix membres — l'adhésion de la Norvège, du Danemark et de l'Irlande étant liées à celle de la Grande-Bretagne — va porter le nombre des suffrages au sein du Conseil des Ministres de la Communauté de 17 à 27, la Grande-Bretagne recevant quatre voix comme la France, l'Allemagne et l'Italie, les autres nouveaux adhérents, deux voix. Ceci veut dire que la France qui disposait jusqu'à présent d'un quart des voix au sein du Conseil n'en sera plus qu'un septième alors qu'aux termes de l'article 148 du Traité de Rome les décisions sont prises à la majorité des deux tiers.

On nous objectera que le bruyant éclat de De Gaulle en 1965 a rendu caduc cet article. C'est inexact. Il est simplement en sommeil. Sans doute une diplomatie française sous-tendue par une volonté politique ferme pourrait parvenir à le faire annuler et serait même en état de jouer sur les complications importantes entraînées par l'élargissement de la Communauté pour désagréger définitivement les mécanismes supra-nationaux du Marché Commun. Malheureusement, la démocratie française est dirigée par des hommes qui sont acquis à l'idéologie européenne ou qui du moins — tel Monsieur Pompidou — n'osent pas par démagogie électorale ou peur de renverser les idoles du démocratisme apatride, rompre avec elle.

Dans ces conditions, l'adhésion britannique risque de provoquer une flambée d'europhisme comme l'attestent les hurlements de satisfaction de l'affairiste anglosaxon Jean Monnet et du chanoine Lecanuet. Ce replâtrage d'une communauté qui était fortement divisée par l'opposition entre Français et Allemands pourrait bien se faire à nos dépens. M. Georges Mollard, ancien Président de la Conférence Molé-Tocqueville, dès la signature du Traité de Rome en 1957, a soutenu qu'il était avec le traité de Troyes de 1920, le plus mauvais traité de l'histoire de France. Les événements lui donnèrent raison. Cela nous impose de lutter plus que jamais contre le Marché Commun et de canaliser contre le régime ceux qui dans le monde du travail seront — sont déjà ! — victimes de l'europhisme.

Arnaud FABRE.

Forum : DÉBAT SUR LA FILIATION

Cher Maître,

J'ai lu avec intérêt dans la N.A.F. du 13 octobre, l'article de Jean-Claude Fréaud intitulé « Les bâtards », et je comprends maintenant ce qui fut son problème : le temps me manque, comme il a dû lui manquer, pour faire une étude sérieuse d'un sujet aussi grave.

Mais cette apologie du Code Civil m'a étonné. « La situation de l'enfant adultérin est... la protection de la famille légitime contre un accident. » Comment accuser après cela « les parlementaires (d'avoir) choisi l'individu contre la société », quand J.-C. Fréaud, lui-même, après le député conservateur Pierre Mazeaud, choisit celui qui est tout de même le père contre ses propres enfants ?

Contre cette thèse, me revient à l'esprit l'enseignement du doyen Georges Ripert qui considérait l'homme « non comme un être isolé dans la société, mais dans ses rapports avec ceux dont il descend et ceux qui descendent de lui » (répertoire Dalloz, droit civil, art. Filiation). C'est évidemment là, une doctrine dont le droit qui disparaît n'a guère tenu compte !

Que l'on pense seulement à quelques conséquences particulièrement odieuses d'une telle législation :

— La difficulté d'établir la filiation incestueuse facilitant justement les mariages que le législateur entendait interdire pour cause de parenté.

Le problème posé par le nouveau texte sur la filiation est, en effet, de ceux qui exigeraient, pour être complètement traités, à la fois du temps et de la place. La création récente de nos groupes d'études et l'essor de notre journal, nous donneront progressivement les moyens de répondre à l'attente de nos lecteurs par l'analyse des questions que l'actualité soumet à nos réflexions.

Cela dit, est-il bien exact d'écrire, comme le fait J.-M. Bonifay, que Jean-Claude Fréaud, en critiquant les dispositions du nouveau texte, a fait, par là même, l'apologie du Code Civil et d'une sorte d'individualisme... du père de famille qui y serait inclus ? Ce Code Civil, nous le savons bien, fut un amalgame, souvent peu cohérent, de principes de droit révolutionnaire et de vieux principes issus du droit romain, du droit canonique et du droit coutumier. Malgré tout, et en quelque façon malgré lui (dans la mesure où le droit préexiste et résiste à une loi abstraite et volontariste), le Code Civil privilégiait encore la famille et les enfants qui en étaient issus et maintenant une certaine force à la cellule sociale essentielle.

Il résultait certainement de ce privilège

— L'extrême difficulté de mettre en œuvre le droit aux aliments au bénéfice de l'enfant adultérin (les présomptions les plus graves ne suffisaient pas pour admettre une obligation alimentaire), sans parler des cas qui heurtent de front le principe : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* » (comme si un tel principe était susceptible d'exceptions !). Je ne citerai que deux exemples :

— L'irresponsabilité absolue du père dans les cas de « ménages collectifs ».

— Dans le cas où un enfant est né dans les 180 premiers jours du mariage et où le mari était lui-même engagé dans les liens d'un autre mariage à l'époque de la conception, la possibilité pour celui-ci de désavouer l'enfant et de le réduire ainsi au statut d'enfant adultérin, a raison de son propre adultère (Civ. 8 janvier 1930, D.P. 1930.1.5 ; S. 1930.1.257, note Gény).

On pourrait citer bien d'autres cas.

Certes, tout cela ne prouve pas que le nouveau texte soit au-dessus de toute critique, mais devrait inciter :

— à moins d'inconditionnalité à l'égard de l'ancienne législation ;

— à plus de sérieux dans l'étude d'un tel sujet (même si notre ami n'a jamais songé à se marier !).

Veillez agréer, cher Maître, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Jean-Marie BONIFAY.

de la famille des cas choquants d'injustice ou même ces cas extrêmes que cite Jean-Marie Bonifay, où l'individu se trouvait en quelque façon favorisé par ses propres fautes. C'étaient des cas... Il semble qu'il appartienne à la jurisprudence des tribunaux d'atténuer ce que la stricte application des principes peut avoir, en certains cas, de trop âcre ou de trop absurde. Mais convient-il pour cela de laisser au législateur abstrait, récemment décrit par M. Pompidou, le champ libre et suivant la vigoureuse formule maurassienne de lui permettre de « brûler une ville pour cuire un œuf ? » Car il est certain que le nouveau texte, en établissant en quelque façon la famille naturelle à côté de la famille légitime, achève un peu plus la vie française vers la dissociation.

Est-ce même pour le bonheur des personnes ou leur satisfaction ? C'est Maurras qui, dans la préface de son premier livre, observait que l'individualisme se tue lui-même car en exaltant le moi sans mesure, il lui fait surtout éprouver la « mélancolie de ne point être dieu ».

G.-P. WAGNER.

MATZNEFF au pays de l'or noir

Gabriel Matzneff est ce qu'il est : on l'aime comme ça. Ses plus horribles défauts ne donnent même pas envie de bouter le plaisir qu'on éprouve à le lire. Ses yeux de myope — ceux-là même qui lui ont fait prendre François Mitterrand pour Julien Sorel — ne doivent pas tromper. D'abord les myopes voient clair de près : le jour où Matzneff s'est donné le mal de se pencher sur le cas de Michel Soulié, ce fut une très radicale et très joyeuse bastonnade. Ensuite, un regard de myope qui se tourne vers les lointains en reçoit une vision impressionniste qui néglige la précision des détails pour ne garder que la lumière. Or, il faut bien le dire, Matzneff est parfois lumineux.

Ce qui séduit dès l'abord, chez lui, c'est son rire, un bon rire de gros enfant un peu gâté, un peu capricieux, mais qui soulève des tas de lièvres qu'il est bien réjouissant de voir courir.

Son grand art, cependant, est dans la manière dont il nous fait passer tout à coup de ce rire d'oubliuse et tendre innocence à un autre rire, tendu et brûlant celui-là, proche du vertige, ce rire nietzschéen qui hésite toujours au bord de la crispation tragique que donne la vision du néant.

Mais peut-être que dire cela, c'est parler d'un Matzneff un peu plus jeune, et que le « Carnet Arabe » (1) qui nous est livré aujourd'hui est d'un homme qui n'a plus à dire ce qu'il a déjà dit ni à vivre ce qu'il a déjà vécu.

Il y a beaucoup de choses, dans ce « Carnet Arabe ». Des sentences faites pour passer en proverbes, de vigoureux paradoxes, quelques portes ouvertes allègrement enfoncées (ou discrètement refermées), des citations farfelues ou hautement mystiques, tout cela nous est présenté en vrac, comme à un étal de self-service. Ce n'est pas tout à fait l'auberge espagnole : on n'y décide que du prix à donner à chaque chose.

Ce bric-à-brac est en fait un journal, ou plutôt un extrait d'un vaste journal dont Matzneff nous dit qu'il le tient depuis son adolescence. Cet extrait a été tiré du lot parce qu'il correspond à un voyage fait en Jordanie, en Syrie et au Liban. Ce qui nous vaut de nombreuses analyses sur le conflit israélo-arabe. Les Israéliens y apparaissent comme des gens qui n'ont plus rien de « juif », en ce sens qu'ils sont tous devenus d'affreux athées matérialistes.

des colonialistes à napalm qui prennent les champs frontaliers de leurs voisins pour des rizières vietnamiennes, des agents de l'impérialisme yankee tendant leurs mains pour recevoir la nouvelle manne du désert : les dollars de la C.I.A. Le lecteur le plus inculte du « Carnet Arabe » sera d'ailleurs naturellement amené à pousser l'analyse plus loin : pour Matzneff, Israël, c'est Rastapopoulos. Autant dire le diable. Il n'est pas besoin d'ignorer la profondeur du drame palestinien pour refuser d'aller très loin dans cette voie. (Pas plus que nous ne pouvons penser que le nationalisme maurassien est en danger de diviner l'Etat, comme cela nous est expliqué au détour d'une page...)

Pourtant, Matzneff, s'il nous horripile parfois, s'il nous fait rire ou sourire souvent, sait aussi nous toucher. Dans son « Carnet Arabe », c'est sa foi orthodoxe si vivante, cette image de l'amour qu'il nous représente, ce visage du Christ qu'il nous montre bafoué par les basses-œuvres du monde moderne, c'est toute cette attente confiante et résignée d'autre chose qui nous émeuvent, et qui nous marquent.

Christian DELAROCHE.

(1) Table Ronde.

Les films de la semaine

Des cent nouvelles qui composent le « Décaméron », Pasolini n'a certes pas choisi les plus délicates, ou, pour être tout à fait exact, il a traité de façon vulgaire les contes les plus légers. Et ce manque de finesse pèse désagréablement sur l'ensemble du film. Mais ce défaut n'est peut-être pas aussi grave que l'absence totale de lien entre les différentes historiètes, ou l'inexistence d'une entrée en matière absolument indispensable. Passer sans transition d'une salle de cinéma très moderne à l'Italie du XIV^e siècle ne peut s'accomplir aisément si le réalisateur ne se révèle cinéaste de génie, ce qui ne semble apparemment pas être le cas de Pasolini. Les Italiennes sont trop criardes, les mendiants trop poussiéreux, les robes trop empestées pour ne pas donner une impression artificielle. La « vérité » des visages ressemble à une parodie de Bergman et les scènes de la vie paysanne correspondent tristement à ce qu'aurait pu peindre un mauvais élève de Bruegel. Passons sous silence la grotesque « composition » du maître, et conseillons à ceux que rebuteait une certaine vulgarité de se borner au conte du « rossignol », seul passage où l'on retrouve quelque peu l'esprit de Boccace.

Si « Le Casse » d'Henri Verneuil paraît au premier abord plus sain, il n'en est rien. Sur un scénario inexistant, ce réalisateur de films

commerciaux a cru bon de monter des séquences spectaculaires et plus ou moins humoristiques. Le résultat est navrant. Belmondo fait son numéro sans conviction et Omar Sharif semble venu d'une autre planète. Seules personnes à féliciter : les cascadeurs. C'est peu.

Le troisième film « percutant » de la semaine, nous le devons au réalisateur et journaliste suédois Bo Widerberg. Inspiré de la vie du révolutionnaire Joe Hillstrom, dit « Joe Hill », ce long métrage — deux heures — évoque les luttes sociales dont les Etats-Unis furent le théâtre au début du siècle. Ce qui sauve ce film un peu terne, c'est que dès le début on est fixé sur l'« engagement » de son auteur. Pas de duperie politique ! Widerberg est un « rouge » et il ne s'en cache pas. D'autre part, qualité rare chez un Suédois, il a le sens de l'humour et ne se prend pas trop au sérieux ; peut-être est-ce dû à une certaine désillusion, peu marquée mais tout de même présente ? Et puis son sens poétique adoucit le style et par moments on retrouve l'enchantement d'« Elvira Madigan ». Fine interprétation de Thommy Berggren qui marque ainsi sa troisième collaboration avec le jeune cinéaste nordique et confirme un talent incontestable.

Dominique PAOLI.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

RÉGION PARISIENNE

ETUDIANTS : tous les jours de 15 heures à 19 heures, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).
U.N.L.A.C. (Lycéens) : jeudis de 16 heures à 18 h 30, même adresse.

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

5 novembre : Bertrand Renouvin. « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». Salle réservée au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier (métro : Convention).

ROUEN

16 novembre 1971 : Conférence : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». G.-P. Wagner et Francis Bertin. Salle de la Halle-aux-Toiles.

TOURS

16 novembre : Yves Lemaigen et Gérard Leclerc. « La monarchie, condition du progrès national ». Salle Balzac.

SIX-FOURS

La presse d'Action Française est en vente à la Librairie d'Almaric, avenue de la Mer.

MARSEILLE

Permanence tous les jeudis de 19 à 20 heures, au café « Le Petit Duc », Librairie Maupetit, 142, La Canebière, Marseille (1^{er}).
Responsable : J. de Cremiers, 701, Le Corbusier, Marseille (8^e).

GRENOBLE

Permanence tous les vendredis de 18 heures au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 20 heures à 21 h 30, au restaurant « Au Canon », place du Corbeau, 67 - Strasbourg.

TOULOUSE

Prendre contact pour le début des activités avec Ph. Ricalens, Le Colombier, 09 - Saint-Liziers.

AUBE

Conférence de Bertrand Renouvin : « La Nouvelle Action Française », chez M. Bernard Breuzon, à la Maison du Champagne, Colombey-le-Sec. Le samedi 20 novembre 1971.

VERSAILLES

Dimanche 7 novembre à 15 heures, Salle du Tribunal, Hôtel de Ville : « La Monarchie garante des libertés locales ». Arnaud Fabre et François Saint-Pierre.

NANTES

17 novembre, Gérard Leclerc. « La N.A.F. face à la crise de civilisation ».

RENNES

Permanence : écrire à Y. de Prunelé, N.A.F., 35, rue de Châteaudun, à Rennes.

PARIS NORD-EST

Permanence : tous les jeudis, La Mandoline, 2, avenue Secrétan, salle du premier étage (métro Jean-Jaurès).

INSTITUT DE RECHERCHES

Les différents groupes de recherches de l'Institut souhaiteraient s'assurer la collaboration d'étudiants qui seraient chargés de réunir une documentation, de fournir des études de base et d'effectuer des enquêtes.

Les étudiants en droit, sciences économiques et sciences politiques, en histoire et en sociologie (parisiens et provinciaux) intéressés par ce travail, sont priés d'écrire à l'Institut de Recherches de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.S.

17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.

C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication : YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Médecine : Un pas de plus vers la fonctionnarisation

L'épreuve de force s'est vivement engagée entre les médecins et le gouvernement à propos du renouvellement de la Convention Nationale. Les termes de cette convention sont jusqu'à maintenant les suivants : tout assuré social peut se faire rembourser 70 % des honoraires à condition que son médecin soit signataire de la Convention. Mais le médecin n'a évidemment plus le choix de pratiquer des honoraires libres, ce qui va à l'encontre des principes de la médecine libérale qui stipulent l'« entente directe entre malade et médecin en matière d'honoraires » (art. 8 du Code de déontologie). Le médecin doit signer les doubles volets de la feuille de Sécurité Sociale, ce qui permet un contrôle fiscal extrêmement étroit. Ainsi l'Etat est capable de calculer au centime près les gains du médecin et, naturellement, l'impose en proportion. Par le fisc il contrôle donc les entrées et les sorties et *a ainsi partiellement fonctionnarisé la médecine* sans pour autant avoir à subir les désavantages de ce fonctionnariat (horaires fixes de travail, statut du salarié, avantages sociaux, etc.).

Cette fois-ci l'Etat technocratique va plus loin. Il prétend instaurer un « profil du médecin ». Le médecin est depuis toujours considéré comme responsable du déficit de la S.S. alors qu'il y participe seulement pour 15 % par ses prescriptions. Il s'agit en fait d'introduire un étroit système de con-

trôle par l'intermédiaire d'ordinateurs qui comptabiliseraient toutes les dépenses imputables aux prescriptions des médecins. C'est une tentative délibérée visant à renforcer la fonctionnarisation par un contrôle tâtilon. Pour les technocrates, il est difficilement concevable que les dépenses médicales puissent échapper à la planification. Et ainsi en fonction des restrictions budgétaires on *écrèmera* un certain nombre de praticiens jugés trop dépensiers. *Ils seront traduits devant un aréopage de médecins fonctionnaires des caisses qui de temps à autre déconventionnera d'autorité un certain nombre d'entre eux.* Bien évidemment, leur fera perdre toute leur clientèle qui se verra remboursée de manière dérisoire. Voilà l'épée de Damoclès qui restera suspendue au-dessus de la tête des médecins, cette épée tombera brutalement et sans recours en vertu de critères assez vagues, aujourd'hui financiers, demain peut-être politiques.

Les réactions des médecins ont comme d'habitude été lentes. Il a fallu la courageuse intervention de *Pr Lartat Jacob* pour voir se développer la résistance. Plus de 28 000 médecins plébisciteront un référendum organisé par l'Ordre contre le nouveau projet de Convention. Le Palais de Chaillot il y a un mois était nettement trop petit pour ac-

cueillir les praticiens venus applaudir les porte-parole de l'Ordre. Cet organisme corporatif estime avec raison faire lui-même cette police des médecins et donc être largement représenté dans le tribunal chargé de juger les profils médicaux. Pendant ce temps, la Fédération des Médecins de la région parisienne déclenchait une grève dans les départements périphériques. Jugée licite par le Conseil de l'Ordre qui estimait menacé l'indépendance de la profession, cette grève était largement suivie.

En revanche, la Confédération des Médecins de France, syndicat majoritaire en province semble pressée de signer le nouveau projet de convention. Le Dr Monier qui la préside est en (bons !) rapports avec les milieux technocratiques gouvernementaux. *Des dizaines de sections départementales* lui ont fait parvenir des motions de défiance, l'invitant à refuser de signer. Forcé par la base à prendre une position plus ferme vis-à-vis du gouvernement, il réussit à obtenir quelques concessions de l'Etat en matière fiscale. Bref, l'os à ronger ! Le Dr Monier s'en est apparemment contenté car le 28 octobre il signait le projet de convention dont l'application a commencé le 1^{er} novembre ; il est allé ainsi contre la volonté de l'immense majorité des médecins.

J. P. BOULOGNE.

NAF TELEX

• O.N.U. : La délégation du Portugal a voté la motion albanaise donnant à Pékin le siège de Formose. L'Espagne et la Grèce se sont abstenues. Le Portugal craint pour la colonie chinoise de Macao déjà infiltrée et que Mao a juré d'annexer avant dix ans. Le réalisme à court terme ne sauvera pas ce débris de l'époque des « traités inégaux ». Les thuriféraires de l'Internationale Blanche ont bonne mine avec leur mythe de la « solidarité anti-communiste » !

• LA VISITE DE BREJNEV suscite bien des oppositions. Pêle-mêle les organisations juives, Ordre Nouveau et la Ligue Communiste tonnent contre « l'immonde Brejnev ». Le P.C. nous la baille belle avec son « accueil chaleureux » et pratique abondamment la méthode Coué tandis que les industriels se frottent les mains

à la pensée des investissements qu'ils vont effectuer en U.R.S.S. Le capitalisme vole toujours au secours des Soviétiques.

• LE DERNIER CONGRES DES G.A.M. (Groupes d'Action Municipale) montre qu'il y a dans cette organisation un regain d'influence du Parti socialiste au détriment du P.S.U. La même évolution se manifeste au sein de la C.F.D.T. Le courant gauchiste, incapable de trouver une expression institutionnelle cohérente, est récupéré par les « jeunes loups » de la social-démocratie, revue et corrigée par Mitterrand.

• CENTRE DEMOCRATE : le Congrès de Nantes a décidé d'engager prudemment des contacts avec J.-J. S.-S. malgré les réticences de son rival en sex-appel, Lecaunet, et malgré la fougue d'Abelin, acquis à l'entreprise schreiberienne. Il reste à savoir si J.-J. S.-S. ne va pas réussir par

le canal du vieil « apparatchik » démocrate-chrétien, François Garcia, à mettre la main sur le squelettique ersatz du M.R.P.

• AGRICULTURE : L'Assemblée nationale, à l'issue d'un débat « touffu », a porté de 160.000 à 250.000 m³ la quantité de carburant agricole détaxé. Nos félicitations aux heureux bénéficiaires de ce geste électoral et nos condoléances à ceux des agriculteurs qui sont subrepticement exclus du droit à l'achat de carburant détaxé. Nul doute que les puissants céréaliers du Bassin Parisien, dont on connaît le dynamisme à l'intérieur de la F.N.S.E.A. et l'indépendance à l'égard de l'Etat, vont mobiliser le respectable appareil du syndicalisme agricole contre une discrimination... qui frappe les agriculteurs les plus défavorisés, Dieu seul et à la rigueur Giscard sachant pourquoi !